

redécouverte par la France d'une communauté linguistique et culturelle francophone au Canada. Cette redécouverte, qui aurait dû nous porter l'un vers l'autre et renforcer nos intérêts communs a souvent occasionné, au contraire, méfiance et déceptions. Au moment où la France redécouvrait le visage français du Canada, les Canadiens eux-mêmes cherchaient de meilleurs équilibres internes. Ces mouvements de redécouverte et de recherche se sont malheureusement télescopés, et quand nous regardons aujourd'hui cette période, nous ne pouvons qu'être étonnés et peinés de n'avoir pas mieux réussi nos retrouvailles.

Nous avons eu, dès le début des années 70, la volonté politique d'épanouir nos relations commerciales, car nous constatons qu'elles avaient besoin d'une sérieuse relance. Cette volonté s'est-elle heurtée à l'ignorance, à l'habitude, à l'apathie ou à des sensibilités à vif ? Toujours est-il qu'elle n'a pas suffi à donner les impulsions nécessaires. Il importe donc aujourd'hui de voir plus clairement à quel genre d'obstacles se sont heurtés les efforts de développement commercial et de coopération industrielle entre la France et le Canada, afin de savoir s'ils ont, oui ou non, un avenir.

**Difficultés
d'ordre
historique
et géographique**

À mon avis nos difficultés passées s'expliquent dans une large mesure par le contexte géographique et historique dans lequel nos économies ont évolué. Pour les entreprises canadiennes et américaines, le continentalisme a pu se présenter comme une option économique naturelle. Surtout depuis la Deuxième Guerre mondiale, Canadiens et Américains ont tissé un réseau serré de contacts. Ils ont opté pour une coopération industrielle et technologique ainsi qu'une complémentarité dans la production et la conquête des marchés. Les avantages que présentent de tels liens économiques vous sont évidents, à vous Français qui avez édifié un marché commun avec vos partenaires européens.

Sans cesse attirés dans le giron de leur unique voisin, le géant américain, les Canadiens ont pourtant résisté en Amérique de Nord à une intégration économique aussi poussée que celle que vous avez réalisée en Europe. Mais, alors que nous souhaitions des liens plus étroits avec l'Europe — tant pour équilibrer le poids de nos relations avec un seul partenaire que pour répondre à l'attrait intrinsèque de vos marchés — l'intégration européenne a eu pour effet de nous marginaliser. Le vaste système préférentiel que vous avez établi favorisait les échanges au sein de la Communauté européenne et avec des partenaires privilégiés tels que les pays de l'Association européenne de Libre-Échange et le groupe de Lomé. Du Canada, il n'était pratiquement pas question. Bien plus, avec l'adhésion de la Grande-Bretagne à la Communauté européenne, en 1972, nous avons perdu le seul accès favorisé au marché européen dont nous étions bénéficiaires en vertu des accords entre pays du Commonwealth.

C'est dans ce contexte qu'au début des années 70 nous avons affirmé plus fortement notre volonté politique de resserrer nos liens économiques avec l'Europe. Mais forcés d'asseoir des industries nouvelles, de nous adapter aux crises énergétiques et de survivre à la stagnation économique au cours de la dernière décennie, nous n'avons